

Yves Baunay
Institut de recherche de la FSU
Chantier travail
Association Travail et Politique

La place du travail sur la scène politique

C'est le thème débattu le 8 décembre dernier lors de la conférence ATEMIS (Analyse du Travail et des Mutations dans l'Industrie et les Services).

François Hubault, ergonomiste et Christian Dutertre, économiste, ont introduit les débats auxquels j'ai pris part comme syndicaliste.

Nous avons préparé collectivement cette conférence lors d'une réunion de l'association Travail et Politique, qui milite pour que la centralité du travail trouve toute sa place dans le champ politique.

Je livre ici une synthèse très personnelle de ce que j'ai entendu et compris.

La teneur des propos échangés intéresse les syndicalistes. Certains ont participé activement aux débats.

Introduction

L'association Travail et Politique est fondée sur une conviction : les citoyens ordinaires, les travailleurs ordinaires, établissent des liens très forts entre leur activité professionnelle (éventuellement leurs activités de chercheurs) et leur activité de citoyen, leur activité politique. Il suffit de prêter l'oreille dans nos rencontres quotidiennes avec les amis, la famille, les collègues..., les gens éprouvent le besoin de parler de leur travail et de parler de politique, comme de deux domaines imbriqués.

Dans mon expérience de militant syndical, je fais le même constat. Quand on laisse la parole se déployer librement et qu'on installe un climat de confiance, les gens parlent à partir de leur expérience professionnelle. Ce qu'ils donnent à entendre dans ces échanges, dans ces rencontres, ce sont deux passions :

- La passion pour son travail, son métier, le travail qu'on cherche à faire au mieux, pour soi et pour les autres..., un travail qui soit utile et qui ait du sens.
- La passion démocratique, l'intérêt pour la chose publique, le monde commun à construire...où chacun-e trouve sa place et laisse son empreinte.

Mais en même temps, ces deux passions sont contrariées, refoulées, bridées... D'abord parce que le travail qu'on aime faire, où on engage sa personne, c'est en même temps un travail empêché, un travail trop souvent malmené, un travail encadré dans des rapports de production qui étouffent et empoisonnent les rapports humains...

Et d'un autre côté, la passion pour construire le monde commun, c'est surtout un appel à construire un autre monde possible, où chacun et chacune pourrait apporter sa pierre et pèserait d'un même poids...

Un monde commun où son travail serait reconnu comme une contribution singulière et utile à tout le monde.

En même temps, lorsque les gens déplient leurs rapports plutôt conflictuels avec le monde de leur entreprise ou du service public où ils exercent leur activité ; lorsqu'ils disent leurs rapports avec le monde politique institué ; cela dérive souvent vers une sorte de révolte, d'exaspération en direction de ceux qui

détiennent le pouvoir de commander le travail des autres, et du leur en particulier. En direction de ceux qui détiennent le pouvoir de décider de la chose publique, de la façon de construire du commun, ce qui domine, c'est le sentiment que tout ce qui vient des pouvoirs institués semble coupé du monde réel, du monde du travail en particulier tel qu'il est vécu par les travailleurs.

Pour moi, ces deux passions contrariées se sont exprimées au printemps à propos de la loi travail (ou plutôt la loi anti-travail), dans un mouvement social extraordinaire que le pouvoir politique n'a pas voulu comprendre. Elles se sont aussi exprimées lors des débats à « Nuits Debout » (cf. Regards Croisés n°19 de juillet-août-septembre 2016).

La base du débat politique ça devrait être de reconnaître le travail comme une activité humaine

A travers leur travail, les gens développent une sensibilité à ce qui se passe, se dit autour d'eux. C'est leur façon d'être disponible aux autres ; d'être présent, au monde, à notre monde commun ; de se sentir concerné par les affaires du monde. Dans l'activité, c'est le corps tout entier qui s'investit, « le corps soi », qui résiste à la domination ; celui qui se fait entendre dans son existence singulière.

En écoutant le travail quand on est syndicaliste, quand on fait de la politique, quand on est manager... on perçoit une attente, une attente de partage, de reconnaissance, de controverse sur la meilleure façon de s'y prendre...

L'enjeu, c'est le destin de cette attente de partage :

- Ou bien elle est entendue, elle trouve un débouché positif dans la dispute, dans la coopération, le collectif... et au bout c'est le plaisir, la fierté, l'efficacité, le sentiment d'être utile au monde, d'apporter sa pierre à l'œuvre collective ;
- ou bien c'est la déconvenue, c'est le sentiment de solitude, d'inutilité..., on est alors condamné à ruminer dans son coin, et c'est très pathogène...

Qu'est-ce qu'on constate aujourd'hui dans le travail ?

« Est-ce que le travail est une expérience dont il faut protéger les personnes ? Ou dans laquelle elles se développent où elles font l'expérience d'un monde qui sert de point d'appui à une dynamique politique ? »

« Le travail a une valeur politique qu'on ne va pas retrouver dans les autres activités. » F.Hubault

Dans l'entreprise : il est de plus en plus difficile d'exister comme être humain singulier ; l'organisation est sourde à ce que nous faisons : les injonctions plus ou moins contradictoires, les prescriptions dont on ne perçoit pas le sens, nous tombent d'en haut ; il faut appliquer sans penser, ou tricher, contourner les prescriptions.

Même chose dans les services publics : prenons la réforme des collèges : une caricature de l'autisme des politiques pour tout ce qui se joue dans l'activité, dans le travail réel, et ceux et celles qui font tenir le système éducatif par leur travail.

Au niveau de la société : le débat politique institué est aussi sourd au point de vue de l'activité et du travail réel... développé par les citoyens, à partir de leurs

expériences d'action sur leur environnement.

Face à cette surdité, les gens réagissent comme ils peuvent

Ils peuvent se cantonner dans le registre de la plainte, de la désespérance, du ressentiment, de la révolte...

Ils peuvent se réfugier dans des lieux où ils ont l'impression d'être écoutés : les médias désignent cela par le terme populisme.

Ils peuvent utiliser le vote aux élections politiques en surprenant les pronostics !

Tout cela est l'indice d'un manque, ressenti par les travailleurs comme par les citoyens.

Il y a d'abord un manque d'espaces dans l'entreprise pour donner un autre destin au travail, à ce qui se dit, se pense, se débat dans le travail ; ce manque est l'indice d'une attente. Celle d'un espace où on pourrait rendre compte de ce qui résiste au travail, et réfléchir ensemble aux différentes façons de faire, de concevoir, de travailler ; un espace où on puisse mettre le travail à distance, un espace de réflexivité où ce qui se pense dans le travail trouverait un destin dans le développement des personnes et des collectifs.

On voit bien que dans l'entreprise, l'enjeu est énorme : il se joue quelque chose d'essentiel dans la vie des gens :

- Le rapport au travail, à soi, à sa propre vie, à ses propres valeurs, à sa propre histoire...
- Le rapport aux pairs (pour dire le bienfait), aux collègues : la conformité aux règles du métier, aux valeurs partagées du métier, au collectif...
- Le rapport à la prescription : ce que les autres commandent de faire : qu'il s'agisse de la hiérarchie, des managers ou les bénéficiaires des services que l'on co-construit avec eux.
- Le rapport à la subordination ou à l'insubordination : l'élan d'émancipation dans le travail.
- Les rapports de domination de toutes sortes : pouvoir hiérarchique, rapports de genre, rapports d'âge...
- Une dimension de rétribution, l'évaluation du travail...

Dans ces rapports, ce sont des mondes de normes et de valeurs qui se tissent et se retissent en permanence, au quotidien. Cette densité des rapports au travail, c'est ce qu'on nomme la centralité du travail : c'est à dire une densité humaine propre à l'activité au travail, à l'engagement dans le travail.

L'activité de travail est intimement liée à la vie : c'est dans l'activité que chaque être humain vit, fait l'expérience de ses rapports à soi, aux choses, au monde, son milieu de vie matériel, écologique, social et politique.

Cette prise en considération de la centralité du travail dans l'entreprise ou le service, sont autant de leviers pour développer un véritable travail politique sur le travail. Mais cela semble très difficile à concevoir au sein des partis politiques, y compris de gauche.

Les citoyens se construisent politiquement à travers l'expérience de travail, à travers l'expérience des risques qu'ils prennent pour faire leur travail. Ils construisent leur identité sociale lorsqu'ils affrontent les situations de travail, en lien avec les autres et pour les autres, les destinataires de leur travail, comme les collègues de travail.

C'est d'abord dans cette expérience du travail qu'ils construisent le monde, qu'ils font du collectif, du commun, qu'ils font société...

Sanctuariser l'entreprise, considérer que les questions du travail doivent trouver leur origine et leur résolution, seulement au sein de l'entreprise, considérer que le politique n'a pas à entrer dans l'entreprise, contredit le point de vue de la centralité du travail, avec tout ce qu'il s'y trame, pour les individus et pour la société.

Il est vrai qu'une conception très répandue du politique, du champ politique, considère que la politique instituée n'a pas à entrer dans l'organisation du travail, dans les débats de normes et de valeurs dont le travail est porteur.

Nous considérons au contraire que le politique est un outil indispensable pour réguler, arbitrer les conflits de normes et de valeurs qui doivent se déplier au sein de l'entreprise et dans l'ensemble de la société.

Le politique comme instance de régulation et d'arbitrage des conflits de normes et de valeurs. La politique ne peut rester à l'extérieur de l'entreprise.

« La centralité du travail est plus importante que la centralité de l'entreprise, qui ne fait pas le poids » nous dit avec insistance F.Hubault.

Au cœur du travail il y a deux dimensions, deux leviers politiques forts :

1. La question de la subjectivité : c'est la capacité sensible des individus au travail à se sentir reliés aux autres, à se sentir tenus pour responsables ;

« La subjectivité c'est une capacité à se sentir lié, tenu responsable. C'est la base d'une dynamique du politique » F.Hubault

Y aurait-il une limitation à l'intervention politique dans cet espace sensible de la subjectivité du travail ? Faudrait-il que les travailleurs s'engagent sans compter dans ce travail de la subjectivité ? Sans protection, face à ces débats de valeurs où s'entremêlent des valeurs sans dimension (solidarité, justice, égalité, liberté...) et des valeurs marchandes (rentabilité, productivité...). Le politique doit intervenir pour borner ces valeurs, faire tenir ensemble des dimensions contradictoires multiples. Il faut des arbitrages, sinon c'est le risque de laisser se développer la logique de l'adversaire au sein du travail.

« Le travail c'est l'expérience de l'adversité, plus que de l'adversaire. Il faut sortir de l'individualisation des problèmes, sortir de la plainte. Passer par l'adversaire, c'est rater l'adversité. » F.Hubault

On constate déjà des reculs considérables lorsque les questions du travail sont ramenées à une question de personne. Il faut sortir de la planète de l'adversité et réintroduire la logique du politique.

2. La question de la coopération :

« Outre la subjectivité, il se joue la question de la coopération. C'est la solidarité des destins. » F.Hubault.

Ce qui s'y joue, c'est la part commune, le faire société (avec les collègues, la hiérarchie, les bénéficiaires...). C'est plus important que l'écologie, même si c'est lié. Être disponible à l'altérité, aux autres...

« Ce qui rassemble, c'est le rapport au subjectif, le rapport au réel. » F.Hubault

Là encore, il s'agit de développer une approche du politique. Ce qui fait communauté, c'est le rapport au réel, la dimension opératoire, la dynamique du collectif. Il faut faire le lien entre les préoccupations personnelles, professionnelles et politiques.

Incarner le lien entre travail et politique

Comment répondre dans les conditions d'aujourd'hui aux principales interpellations auxquelles nous sommes confrontés, dans le champ du travail. Nous sommes dans une économie servicielle qui supprime la production des objets utiles. A travers les rapports aux bénéficiaires on trouve des enjeux sociétaux. A travers la façon de soigner, d'éduquer, de conseiller... on tombe sur des arbitrages entre entreprises et société. Tout cela nous amène à revisiter le rapport entre travail et société, insiste Christian Dutertre.

Au delà de la démocratie parlementaire, de la démocratie sociale avec les syndicats, se profile une troisième dimension de la démocratie : la démocratie sociétale, qui réinterroge les deux autres et impacte la façon dont la société s'organise.

Dans ces conditions, on peut ouvrir le champ du possible, avec à la clé une autre façon pour chacun de s'engager en politique.

Il s'agit en fait d'articuler l'infrapolitique : la façon dont l'activité de travail propulse des dynamiques politiques, et la politique instituée : ce qui se joue sur la scène politique et au sein des institutions.

Les débats politiques qui s'amorcent avec la campagne présidentielle nous permettent de vérifier comment les personnes élues, le monde politique, parlent du travail et surtout n'en parlent pas, comment ils se représentent les réalités du travail.

La question du temps de travail par exemple : 35 heures, 39 heures, 32 heures... est déconnectée de l'expérience réelle du travail, de l'engagement subjectif dans le travail ; comment on en rêve et comment il envahit la vie entière. Cela traduit une incompréhension de l'engagement dans le travail. Cela ne dit rien des dispositifs de réflexivité qui devraient permettre de mettre à distance le travail.

La question du déficit de la Sécurité sociale est tout aussi déconnectée du réel, des organisations du travail pathogènes, de la consommation ahurissante des psychotropes, avec l'organisation taylorienne du travail en toile de fond : une organisation jamais discutée, comme si elle allait toujours de soi. Ce qui est urgent, c'est prendre le travail comme une expérience humaine, avec la centralité du travail pour déboucher sur un autre rapport au politique ; on pourrait aussi évoquer les dispositifs d'évaluation individuelle des performances, l'évaluation du travail à partir des résultats : des dispositifs hautement pathogènes sont mis en place au mépris du point de vue de l'activité.

Quelle que soient les questions ayant un lien avec le travail : le revenu universel, l'économie collaborative, les enjeux écologiques... ce qui frappe c'est l'absence du travail vivant dans tous les débats politiques.

Alors que la société résonne de la violence dans le travail, on est en train d'enterrer la question du travail réel, de l'activité, comme possibilité d'agir sur le politique.

Notre intuition, au contraire, à Travail et Politique, c'est à partir de la nécessité d'une troisième étape de la démocratie, d'ouvrir de nouvelles perspectives politiques, de débattre de nouvelles formes d'organisation du travail, en ré-

interpellant la scène politique en partant du point de vue de l'activité de travail dans les conditions d'aujourd'hui.

Dans le débat où des expériences diverses sont confrontées, médecins, syndicalistes, retraités, juristes, animateurs de dispositifs d'insertion... une première ébauche de travail collectif sur le travail et ses liens avec le politique a pu se développer, à partir du point de vue de chacun-e sur son activité.

Conclusion

Les débats et les échanges lors de cette conférence ont démontré qu'en partant du point de vue de l'activité, de ceux et celles qui réalisent le travail, quelle que soit leur responsabilité, on commence à construire d'autres perspectives politiques, d'autres façons de concevoir l'activité et l'engagement des citoyens sur la scène politique. Et au bout du compte, une façon de refonder la démocratie : démocratie représentative, démocratie sociale et démocratie sociétale. Mais au point de départ, il y a le concept d'activité qu'il faut déployer dans toutes ses dimensions anthropologiques, épistémiques et axiologiques. Et au point d'arrivée il y a la centralité du travail prise en compte sur la scène politique, et une autre façon de concevoir et de réaliser l'activité politique. Et au point d'arrivée, il y a la centralité du travail prise en compte sur la scène politique, et une autre façon de concevoir et de réaliser l'activité politique.

Yves Baunay